



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 juillet 2017  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-douzième session

Point 73 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Promotion et protection des droits de l'homme :**  
**questions relatives aux droits de l'homme, y compris**  
**les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif**  
**des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

## Droits de l'homme et solidarité internationale

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport que l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, a présenté en application de la résolution 26/6 du Conseil des droits de l'homme.

---

\* A/72/150.



## Rapport de l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale

### *Résumé*

Dans le présent rapport, établi en guise de post-scriptum au rapport qu'elle a soumis au Conseil des droits de l'homme à sa trente-cinquième session, en juin 2017, l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, fait connaître dans ses grandes lignes le projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale. À ses yeux, les informations qui n'ont pu être présentées en détail dans ledit rapport sont tout aussi importantes et méritent donc d'être développées plus avant.

Sans perdre de vue des détails importants concernant le processus de révision de la première version du projet de déclaration, l'Experte indépendante examine en quoi le droit à la solidarité internationale peut contribuer à la réalisation de l'objectif 17 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à savoir, renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser. Dans le Programme 2030, il a été reconnu que le Partenariat mondial visant à en assurer la mise en œuvre devait être sous-tendu par un esprit de solidarité mondiale, en particulier avec les plus pauvres et avec les personnes vulnérables.

Fondamentalement, le projet de déclaration reflète avant tout les dispositions de l'article 28 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui exigent des États qu'ils fassent régner, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que tous les droits de l'homme et libertés fondamentales puissent y trouver plein effet. Un partenariat mondial revitalisé pour le développement durable participe grandement de cet ordre, qui permettrait d'atteindre une plus grande équité à tous les niveaux et viserait à donner aux États les outils et les ressources nécessaires pour assurer l'exercice effectif des droits de l'homme. En définissant une vision de l'action collective à tous les niveaux, inscrite dans une approche essentiellement fondée sur les droits de l'homme, le projet de déclaration offre une base pour mettre en place un partenariat véritablement mondial et un développement réellement durable.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Présentation du projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale . . .	4
A. Fondements juridiques internationaux du droit à la solidarité internationale	4
B. Commentaires sur la teneur du projet de déclaration et les modifications qui y ont été apportées . . . . .	5
III. Projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale et réalisation de l'objectif de développement durable 17 . . . . .	8
A. Solidarité internationale et objectifs de développement durable . . . . .	8
B. La solidarité internationale au service de la redynamisation du Partenariat mondial pour le développement durable . . . . .	9
IV. Conclusion et recommandations . . . . .	15

## **I. Introduction**

1. Dans son dernier rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/35/35), l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, a retracé l'historique du mandat de l'Expert indépendant et présenté un projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale, comme le lui a demandé le Conseil dans sa résolution 26/6.
2. Le projet de déclaration compile les contributions de différents experts des Nations Unies, du milieu universitaire et de la société civile, en particulier d'organisations non gouvernementales, ainsi que les conclusions d'études, d'activités et de travaux entrepris par les titulaires successifs de mandat, avec le concours du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme. Il a été mis au point dans le cadre d'un processus de consultations régionales avec les États et la société civile et à la suite d'une réunion d'experts juridiques.
3. Dans le présent rapport, l'Experte indépendante rend compte du processus d'élaboration du projet de déclaration jusqu'à sa forme actuelle, en rappelant les textes précurseurs du droit international et les résolutions de l'Assemblée générale, et en évoquant ses propres travaux et les contributions d'autres acteurs.
4. Elle met ensuite en évidence l'importance pratique du projet de déclaration, en expliquant comment il peut contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable 17 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui est de renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et de le revitaliser.

## **II. Présentation du projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale**

### **A. Fondements juridiques internationaux du droit à la solidarité internationale**

5. Dans ses précédents rapports à l'Assemblée générale (A/70/316 et A/71/280), l'Experte indépendante a présenté en détail la base normative internationale sur laquelle repose le principe de solidarité internationale, ainsi que le cadre juridique du droit à la solidarité internationale. Ce cadre juridique découle de trois sources générales: la Charte des Nations Unies; la Déclaration universelle des droits de l'homme et les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme; et les engagements relatifs aux droits de l'homme et au développement pris par les États lors de conférences internationales et réunions au sommet des Nations Unies et dans les résolutions de l'Assemblée générale.
6. Les rapports précédents énuméraient les dispositions spécifiques de la Charte, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui soulignent tous l'importance de la solidarité internationale et de la coopération internationale dans le cadre du droit international. Ils présentaient également les dispositions d'un certain nombre de déclarations et engagements internationaux exprimant la solidarité internationale.
7. En outre, plusieurs résolutions de l'Assemblée générale insistent sur le fait que la réalisation d'objectifs communs et le respect des obligations en matière de droits de l'homme passent par la solidarité internationale.

8. En 1970, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2625 (XXV) sur la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies. Elle y a affirmé le principe selon lequel les États sont tenus de coopérer conformément à la Charte et noté qu'il était nécessaire de renforcer le principe de solidarité énoncé dans la Charte pour faire face aux défis mondiaux et promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

9. En 2002, dans sa résolution 57/265, l'Assemblée générale a créé le Fonds de solidarité mondial dans le but d'éliminer la pauvreté et de promouvoir le développement social et humain.

10. En 2005, dans sa résolution 60/209, l'Assemblée générale, célébrant la mise en œuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, a rappelé que, dans la Déclaration du Millénaire, la solidarité internationale avait été reconnue comme l'une des valeurs fondamentales et universelles sur lesquelles devraient reposer les relations entre les peuples et décidé que la Journée internationale de la solidarité humaine serait célébrée chaque année le 20 décembre.

11. En outre, dans sa résolution 60/251 de 2006, par laquelle elle a institué le Conseil des droits de l'homme, l'Assemblée générale s'est déclarée consciente que la promotion et la défense des droits de l'homme devaient être fondées sur les principes de la coopération et du dialogue authentique et tendre à renforcer l'aptitude des États Membres à s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme dans l'intérêt de tous les êtres humains.

## **B. Commentaires sur la teneur du projet de déclaration et les modifications qui y ont été apportées**

12. Lors de la vingt-sixième session du Conseil des droits de l'homme, en juin 2014, l'Experte indépendante a présenté un rapport contenant un projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale (A/HRC/26/34, annexe). Elle y expliquait qu'elle avait employé le terme "avant-projet" dans l'intitulé de la déclaration parce que le document avait été établi en l'absence d'observations ou de contributions de la plupart des États (à l'exception de deux). Aussi, l'une de ses recommandations tendait à ce que le Conseil organise des consultations régionales sur le projet de déclaration afin de lui permettre de recueillir le plus d'informations possible auprès des États et de leurs représentants. À l'issue du cycle de consultations, elle ferait le point sur les conclusions ainsi dégagées, réviserait le cas échéant l'avant-projet de déclaration et soumettrait l'avant-projet de déclaration ainsi modifié au Conseil des droits de l'homme pour examen.

13. Dans sa résolution 26/6, le Conseil des droits de l'homme a pris note avec satisfaction de l'avant-projet de déclaration et décidé qu'afin d'obtenir de nouvelles contributions du plus grand nombre possible d'États Membres l'Experte indépendante, aidée dans son entreprise par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, organiserait des consultations régionales, compilerait et étudierait les contributions qui en seraient issues et lui soumettrait un rapport à sa trente-deuxième session en juin 2016. L'Experte indépendante a également été priée de soumettre au Conseil et à l'Assemblée générale un projet de déclaration révisé avant la fin de son deuxième mandat, en juin 2017.

14. L'Experte indépendante a révisé l'avant-projet de déclaration à la suite de cinq consultations régionales menées en 2015 et 2016 et d'une réunion de groupe

d'experts tenue en février 2017, ainsi qu'après moult réflexions et travaux de recherche. Il s'agissait, le cas échéant, d'intégrer au projet de déclaration les points de vue des États Membres, de la société civile et des experts, et d'harmoniser le document avec le cadre existant du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme.

15. Tout au long du texte du projet de déclaration, l'Experte indépendante a introduit des références aux expressions et aux concepts déjà convenus dans les documents juridiques internationaux existants, y compris la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de façon à renforcer le préambule et à poursuivre l'élaboration d'un cadre juridique solide du droit à la solidarité internationale.

16. Au cours des consultations régionales, il a été largement convenu que l'intitulé pouvait être simplifié et se lire comme suit: « projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale », parce que les titulaires de ce droit, à savoir les peuples et les individus, étaient clairement mentionnés dans le corps même du texte.

17. Lors de leurs débats, les participants à la réunion du groupe d'experts ont mûrement réfléchi à la structure générale de la déclaration et à la question de savoir s'il était préférable de commencer par définir le droit à la solidarité internationale, l'objet de la déclaration, ou de commencer plutôt par définir le concept plus large de solidarité internationale avant de passer à la substance du droit y afférent.

18. Les participants ont également longuement débattu de la pertinence d'un tel projet de déclaration dans une période de montée du nationalisme et d'intensification des dissensions. Selon eux, les événements actuels mettaient véritablement en évidence la nécessité d'un tel document. Ils ont également fait valoir qu'inscrite dans une vision fondée sur les droits de l'homme, la solidarité internationale pouvait produire un discours alternatif à la mondialisation, vue de plus en plus comme une force néfaste et entièrement négative. Ils ont tous reconnu qu'en dépit du sentiment politique qui poussait à la division, les hommes entretenaient des liens d'interdépendance et que nombre de défis mondiaux ne pouvaient être résolus sans solidarité internationale.

## **1. Préambule**

19. Conformément aux recommandations reçues pendant les consultations régionales et, en particulier, lors de la réunion de groupe d'experts, l'Experte indépendante a harmonisé le préambule et les différents paragraphes du projet de déclaration, de façon à établir un cadre solide et à éviter les doubles emplois.

20. L'Experte indépendante a également veillé à ce que le préambule reflète l'ensemble des domaines du droit international fondés sur la solidarité internationale, avec des références spécifiques au droit international humanitaire et au droit international des réfugiés, au droit relatif aux changements climatiques, au droit du travail et à d'autres sujets d'intérêt mondial, ainsi qu'aux traités et engagements régionaux.

21. Le groupe d'experts a examiné avec soin la question de savoir comment refléter au mieux le principe de solidarité internationale dans le droit international, ainsi que la manière de veiller à ce que chaque domaine du droit et chaque instrument international en fassent suffisamment état et que les documents auxquels il est fait référence consacrent véritablement le principe.

## 2. Définition, principes et objectifs de la solidarité internationale

22. Pour donner suite aux recommandations, l'Experte indépendante s'est employée à regrouper les articles définissant la solidarité internationale. Elle a érigé la solidarité internationale en principe fondateur qui sous-tend le droit international et énuméré les principes connexes énoncés dans le droit international qui lui servent de base.

23. S'il a examiné comment mettre l'accent sur la primauté des droits de l'homme dans la définition de la solidarité internationale, le groupe d'experts a également reconnu que le principe était vaste par nature en ce qu'il touchait à tous les aspects du droit et de la coopération à l'échelle internationale et qu'il était donc pertinent pour traiter de toutes les questions relatives aux droits et aux besoins de l'homme.

24. Réagissant à ce débat, l'Experte indépendante a ajouté la solidarité réactive au nombre des éléments constitutifs de la solidarité énumérés dans le corps du document. Cette liste tente de prendre en compte la plupart, sinon la totalité, des types de mesures prises par les États et la communauté internationale qui pourraient être considérées comme des manifestations de solidarité internationale.

## 3. Droit à la solidarité internationale

25. Tenant compte des observations reçues ainsi que du droit international existant, l'Experte indépendante a pris le soin de définir clairement et précisément le droit à la solidarité internationale. Pour répondre aux différentes propositions, elle a simplifié les articles relatifs aux détenteurs de ce droit et aux débiteurs de l'obligation en la matière, et précisé la définition des acteurs non étatiques qui, outre les États, sont considérés comme débiteurs de l'obligation.

26. Faisant écho à une conversation tenue lors des consultations régionales, le groupe d'experts a également débattu de la question de savoir si le droit à la solidarité internationale devait être considéré comme un droit opposable. Si certains experts ont eu du mal à imaginer un contexte dans lequel les détenteurs de droits pourraient être en mesure de faire valoir leur droit devant un tribunal, un autre a estimé que ce droit pourrait par exemple permettre à une organisation de la société civile d'intenter une action en justice si un État lui reproche d'avoir reçu des financements de sources étrangères, alors qu'un autre a, quant à lui, proposé que ce droit puisse être invoqué pour protéger les personnes poursuivies en justice pour avoir aidé des migrants.

## 4. Application du droit à la solidarité internationale

27. Sur la base des recommandations, l'Experte indépendante a harmonisé les éléments du projet de déclaration relatifs à la mise en œuvre du droit à la solidarité internationale avec d'autres déclarations internationales sur le sujet. Pour ce faire, elle a simplifié et généralisé les obligations positives relevant du droit à la solidarité internationale et supprimé la liste des obligations négatives, dont beaucoup faisaient pendant aux obligations positives déjà énoncées.

28. Le groupe d'experts a soigneusement examiné les questions et problèmes mondiaux qui devaient être énumérés dans les articles relatifs à l'application du droit et reconnu que, si certains problèmes devaient retenir l'attention, il importait néanmoins d'indiquer clairement que l'application du droit ne se limitait pas uniquement à ces domaines particuliers. L'Experte indépendante a souligné que le choix des problèmes reflétait les priorités définies lors des consultations préalables, ainsi que la nécessité de montrer qu'il existait entre certains problèmes des liens qui n'étaient pas souvent pris en compte dans les débats.

## **5. Présentation faite au Conseil des droits de l'homme**

29. Le 6 juin 2017, l'Experte indépendante a présenté son rapport, où figurait le projet de déclaration, au Conseil des droits de l'homme.

30. La plupart des États qui ont réagi à la présentation ont salué le travail accompli et nombreux sont ceux qui ont souligné l'intérêt du projet de déclaration comme outil efficace pour faire face aux défis mondiaux.

31. Certains États se sont toutefois montrés quelque peu sceptiques quant au projet de déclaration. S'ils respectent le principe de solidarité internationale, ils ne savent pas si ce principe peut être érigé en norme en matière de droits de l'homme.

32. L'Experte indépendante a souligné en réponse que les normes en matière de droits de l'homme n'étaient pas des concepts figés, mais qu'ils évoluaient au fil du temps, en fonction des pratiques et des sensibilités des États, des peuples et des individus.

## **III. Projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale et réalisation de l'objectif de développement durable 17**

### **A. Solidarité internationale et objectifs de développement durable**

33. Dans son rapport de 2014 à l'Assemblée générale (A/69/366), l'Experte indépendante a étudié les apports potentiels de la solidarité internationale à la création des objectifs de développement durable, qui étaient alors tout nouveaux, en cherchant à faire en sorte que ces objectifs soient compatibles avec les normes universelles des droits de l'homme. Maintenant que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs ont été adoptés, il demeure essentiel, comme indiqué dans le Programme 2030, que ces objectifs soient réalisés de sorte que tous les États assument leurs responsabilités et honorent leurs engagements en matière de droits de l'homme.

34. Les objectifs, tout comme les droits de l'homme eux-mêmes, sont interdépendants et indivisibles. Le projet de déclaration met l'accent tant sur l'interdépendance des droits de l'homme que sur l'interdépendance des êtres humains, et attire l'attention sur le fait qu'aucun des objectifs ne peut être atteint de manière isolée.

35. Dans le rapport, l'Experte indépendante a souligné l'intérêt de l'avant-projet de déclaration, qu'elle avait récemment soumis au Conseil des droits de l'homme, au regard de trois sujets de préoccupation intéressant les objectifs alors à venir: mettre fin aux inégalités et éliminer la pauvreté et la discrimination; mettre sur pied des institutions efficaces et responsables et instaurer des sociétés pacifiques; et assurer la coopération internationale en renforçant la mise en œuvre et en revitalisant les partenariats mondiaux.

36. Concernant le premier sujet de préoccupation, dont il est tenu compte dans les 12 premiers objectifs, l'Experte indépendante a expliqué que remédier aux inégalités et éliminer la pauvreté étaient des obligations inscrites dans les droits de l'homme reconnues par des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et noté que le droit à la solidarité imposait aux États de s'acquitter des obligations que leur faisaient les traités internationaux relatifs aux droits de



l'homme qu'ils avaient ratifiés (ibid. par. 21 et 22)<sup>1</sup>. Elle a noté également que le droit à la solidarité internationale s'intéressait en particulier aux groupes marginalisés et vulnérables, qui n'étaient souvent pas pris en compte au sein du système international.

37. Le deuxième sujet de préoccupation a été particulièrement mis en lumière par l'objectif 16 visant à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Sur ce sujet, l'Experte indépendante a souligné comment l'avant-projet de déclaration mettait en valeur les principes de bonne gouvernance, de responsabilité et de participation. Elle a souligné que les débiteurs de l'obligation du droit à la solidarité internationale étaient comptables des principes de bonne gouvernance et de responsabilité, et réitéré l'appel lancé dans son avant-projet de déclaration pour que les États protègent les droits des peuples et des individus à participer pleinement et librement au processus décisionnel aux échelons local et international (ibid. par. 31 et 33)<sup>2</sup>. La version finale du projet de déclaration reprend les mêmes principes.

38. Concernant le troisième sujet de préoccupation, l'Experte indépendante a souligné l'interaction cruciale entre action mondiale, coopération internationale et exercice du droit à la solidarité internationale. Le projet de déclaration et les objectifs de développement durable et leurs cibles étant désormais finalisés, elle consacrera la suite du présent rapport à une analyse plus approfondie de cette interaction.

## **B. La solidarité internationale au service de la redynamisation du Partenariat mondial pour le développement durable**

39. En mai 2013, le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 a soumis au Secrétaire général son rapport, intitulé "Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable". Dans le rapport, le Groupe de haut niveau identifiait « cinq grandes réorientations porteuses de transformations et nécessaires à la réalisation d'un nouveau programme mondial de développement, dont la cinquième, visant à forger un nouveau partenariat mondial, constituait la réorientation la plus importante vers un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle qui devait être à la base du programme pour l'après-2015<sup>3</sup>.

40. Dans le même rapport, le Groupe de haut niveau rappelait la vision qu'il avait exposée dans le communiqué publié le 28 mars 2013 à la suite de sa réunion tenue à Nusa Dua (Bali, Indonésie), dans lequel il évoquait la nécessité d'un partenariat mondial renouvelé « qui facilite un programme de développement transformateur, axé sur les êtres humains, soucieux de la planète et dont la réalisation dépendra d'un dispositif où toutes les parties prenantes seront sur un pied d'égalité. Un tel partenariat doit se fonder sur les principes d'équité, de durabilité, de solidarité, de respect de l'humanité et de responsabilités partagées en fonction des capacités de chacun »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Voir aussi A/HRC/26/34, annexe, art. 8, par. 2.

<sup>2</sup> Voir aussi A/HRC/26/34, annexe, art. 9, par. 3.

<sup>3</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.13.I.10 (uniquement en anglais).

<sup>4</sup> Disponible à l'adresse [www.un.org/sg/management/hlppost2015.shtml](http://www.un.org/sg/management/hlppost2015.shtml) (en anglais, arabe et chinois seulement).

41. En août 2014, le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable a présenté à l'Assemblée son rapport contenant le choix de ses objectifs (A/68/970 et Corr.1). Dans le rapport, le Groupe de travail ouvert a réaffirmé les principes et engagements suivis dans un certain nombre de documents convenus à l'échelle internationale et rappelé l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les auteurs ont mentionné le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe), dans lequel il était reconnu que, pour réaliser le développement durable, chaque pays faisait face à des problèmes qui lui étaient propres, et réaffirmé la volonté de renforcer la coopération internationale face aux problèmes qui continuaient d'entraver l'avènement d'un développement durable pour tous, en particulier dans les pays en développement. Le Groupe de travail ouvert a reconnu également que les pays en développement avaient besoin de ressources supplémentaires pour assurer le développement durable et qu'il fallait mobiliser des ressources considérables de diverses sources.

42. Compte tenu de ces besoins, le Groupe de travail ouvert s'est engagé, comme dans le document final susmentionné, à donner une nouvelle impulsion au Partenariat mondial pour le développement durable et proposé que l'objectif 17 vise à renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et à le revitaliser.

43. L'objectif a finalement été adopté par l'Assemblée générale, dans sa résolution 70/1, dans le cadre du Programme 2030, avec comme cibles le financement, la technologie, le renforcement des capacités, le commerce et les questions d'ordre structurel, elles-mêmes axées sur la cohérence politique et institutionnelle, les partenariats multipartites et les données, le contrôle et la responsabilité.

## **1. Partenariat mondial pour le développement durable**

44. Dans le Programme 2030, il a été reconnu que le Partenariat mondial visant à en assurer la mise en œuvre devait être sous-tendu par un esprit de solidarité mondiale, en particulier avec les plus pauvres et avec les personnes vulnérables (résolution 70/1 de l'Assemblée générale, par. 39.). Le projet de déclaration reflète de façon formelle cet esprit, en lui donnant corps conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

45. Tout en en faisant une priorité, le projet de déclaration s'appuie sur les éléments du droit international qui ont déjà ouvert la voie à la revitalisation du Partenariat mondial pour le développement durable. Il s'inspire tout particulièrement de l'action mondiale contre les changements climatiques et y contribue, sans méconnaître l'importance de la notion de responsabilité commune mais différenciée tant dans le cadre de cette action qu'au-delà.

46. En plus de passer par la coopération internationale, le droit à la solidarité internationale suppose l'application d'une solidarité préventive visant à prévenir et à éliminer en amont les causes fondamentales des inégalités entre pays développés et pays en développement, ainsi que les obstacles structurels qui engendrent la pauvreté à l'échelle mondiale, et à créer un environnement global favorable, dans lequel tous les droits de l'homme pourront être progressivement exercés. Cette application de la solidarité préventive permettrait de respecter l'engagement énoncé dans le Programme 2030, à savoir, élargir la participation des pays en développement et leur donner davantage voix au chapitre dans la prise de décisions, la définition de normes et la gouvernance mondiale (ibid., par. 44).

47. La solidarité préventive, caractéristique de la solidarité internationale, est essentielle pour atteindre la solidarité entre les générations et entre les membres d'une même génération et représente un aspect majeur du devoir des États de fournir et de rechercher une coopération et une assistance internationales dans l'exécution des obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme.

48. Le projet de déclaration reconnaît qu'en ce qui concerne l'application de leur politique étrangère et des dispositions de leurs accords et partenariats bilatéraux, régionaux et internationaux, les États sont responsables des actes des organisations internationales dont ils sont membres, conformément aux obligations qu'ils ont contractées en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Cette reconnaissance comprend non seulement la prise en compte, énoncée dans le Programme 2030, de l'importance du rôle et de l'avantage comparatif d'un système des Nations Unies doté de ressources suffisantes, qui soit pertinent, cohérent et efficace dans l'appui qu'il apporte à la réalisation des objectifs de développement durable (ibid., par. 46), mais elle va également plus loin en demandant aux États de reconnaître et d'honorer leurs obligations extraterritoriales en matière de droits de l'homme dans tous les aspects de leur politique étrangère, y compris dans l'action qu'ils mènent pour atteindre les objectifs de développement durable.

49. Autre élément non moins important, le projet de déclaration vise à assurer une meilleure compréhension de la solidarité internationale, qui ne se limite pas aux seules relations entre États. Les détenteurs du droit à la solidarité internationale sont les individus et les peuples, tandis que les débiteurs des obligations sont essentiellement les États, mais également certains acteurs non étatiques (A/HRC/35/35, annexe, art. 5-6). Cette notion correspond à l'idée qu'un partenariat mondial pour les droits de l'homme et le développement durable doit être véritablement mondial et pas seulement international, il doit intégrer les efforts déployés par de nombreuses parties prenantes à tous les niveaux et être fondamentalement déterminé par la volonté des populations.

50. Le projet de déclaration reflète avant tout les dispositions de l'article 28 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui exigent des États qu'ils fassent régner, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que tous les droits de l'homme et libertés fondamentales puissent y trouver plein effet. Un partenariat mondial revitalisé pour le développement durable participe grandement de cet ordre, qui permettrait d'atteindre une plus grande équité à tous les niveaux et viserait à donner aux États les outils et les ressources nécessaires pour assurer l'exercice effectif des droits de l'homme.

## **2. Questions financières**

51. Reconnaisant le rôle essentiel que jouent les ressources en matière de développement durable, les cinq premières cibles de l'objectif de développement durable 17 traitent des questions financières. Elles appellent à améliorer, notamment grâce à l'aide internationale, la mobilisation des ressources nationales, à faire en sorte que les engagements pris en matière d'aide publique au développement soient honorés, à mobiliser des ressources financières supplémentaires en faveur des pays en développement, à aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette et à réduire le surendettement, et à adopter et mettre en œuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés.

52. Les États sont tenus de mobiliser des ressources pour la réalisation des droits de l'homme<sup>5</sup>, notamment au moyen de la coopération et de l'aide internationales<sup>6</sup>. Le respect des engagements pris en matière d'aide publique au développement est indispensable à la réalisation de ces obligations. Au-delà de la simple allocation de fonds, l'aide publique au développement, le financement du développement, ainsi que la mobilisation de ressources en faveur du développement, y compris la dette souveraine, doivent être compatibles avec les principes relatifs aux droits de l'homme. L'aide publique au développement devrait être efficace, transparente, distribuée de façon participative et responsable et aller aux plus vulnérables et à ceux qui en ont le plus besoin. En outre, le financement du développement et la mobilisation des ressources doivent entièrement se faire de façon à en garantir l'égalité d'accès et la non-discrimination, tout en visant à lever les obstacles à l'accès à ces ressources par les groupes qui en sont traditionnellement exclus. En tant que membres d'institutions financières internationales ou prêteurs individuels, les États ne doivent pas imposer aux États emprunteurs des conditions qui conduiraient à une régression en termes de respect des droits de l'homme (A/HRC/20/23, par. 40)<sup>7</sup>.

53. Dans le projet de déclaration, qui souligne la nécessité de veiller à ce que les normes et accords internationaux relatifs aux questions financières soient compatibles avec les obligations en matière de droits de l'homme (A/HRC/35/35, annexe, art. 7), les États sont exhortés à coopérer entre eux pour faire face aux grands problèmes du développement, tout en tenant compte de leurs interactions et de l'importance de la non-discrimination. Le projet de déclaration comprend un mandat pour que la coopération internationale s'inscrive dans une vision fondée sur les droits de l'homme, notamment dans le cadre de la lutte menée au niveau mondial contre la dette extérieure et en faveur du développement durable et de l'investissement. Par ailleurs, il repose sur une vision de la coopération internationale qui met avant tout l'accent sur la responsabilité qui incombe au premier chef à chaque État de consacrer le maximum de ressources disponibles à la mise en œuvre de ses obligations relatives aux droits de l'homme (ibid., art. 9). Ainsi, il fournit un cadre destiné à garantir une approche fondée sur les droits de l'homme pour les cibles relatives aux questions financières de l'objectif de développement durable 17.

### 3. Technologie et renforcement des capacités

54. Les cibles 17.6 à 17.9 ont trait à la technologie et visent notamment à renforcer la coopération internationale en matière de science, de technologie et d'innovation, à promouvoir le transfert de technologie en faveur des pays en développement et à faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels.

55. Selon les normes relatives aux droits de l'homme, les États doivent faire en sorte que les régimes mondiaux de propriété intellectuelle n'interfèrent pas avec la diffusion des technologies qui favorisent le développement durable et la réalisation

<sup>5</sup> Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 2, Convention relative aux droits de l'enfant, art. 4 et Convention relative aux droits des personnes handicapées, art. 4.2.

<sup>6</sup> Charte des Nations Unies, Articles 55 et 56, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 2.1. et 11.2, Convention relative aux droits de l'enfant, art. 4 et Convention relative aux droits des personnes handicapées, art. 32.

<sup>7</sup> Voir également la résolution 70/1, par.44; l'article 18 des projets d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite (résolution 56/83, annexe); l'observation générale n° 8 (1997) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur le rapport entre les sanctions économiques et le respect des droits économiques, sociaux et culturels.

des droits de l'homme. En outre, les nouvelles technologies au service du développement durable devraient être conçues et diffusées de façon équitable en tenant particulièrement compte des besoins des plus vulnérables.

56. La coopération internationale devrait viser à renforcer la capacité des pays en développement à s'acquitter de leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme, à mettre en œuvre les objectifs de développement durable et à participer pleinement et sur un pied d'égalité aux processus internationaux. Elle devrait également chercher à renforcer les capacités de ceux qui ont traditionnellement été exclus des processus politiques et de développement, de façon à leur permettre d'y participer et d'avoir accès aux prestations sociales sans discrimination.

57. La solidarité préventive est portée par une vision partagée des efforts technologiques qui tend à trouver une solution commune aux problèmes communs et à permettre à chaque État de s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme. Telle que présentée dans le projet de déclaration, la coopération internationale, qui s'inscrit dans une vision fondée sur les droits de l'homme, comprend des échanges technologiques dans le cadre de l'action collective menée pour lutter contre la pauvreté, la faim, les décès évitables et les autres défis mondiaux évoqués également dans le Programme 2030. Elle reconnaît aussi la nécessité de renforcer les capacités des pays en développement et des groupes traditionnellement marginalisés et appelle à la mise en place de structures de gouvernance mondiale qui permettent à tous les pays de disposer des capacités nécessaires pour défendre les droits de l'homme à l'échelle mondiale (ibid., art. 2).

#### 4. Commerce

58. Les cibles 17.10 à 17.12 portent sur les questions commerciales. Elles font la promotion d'un système commercial multilatéral universel et équitable, tendant à accroître les exportations des pays en développement et à permettre l'accès de tous les pays moins avancés aux marchés.

59. Les défenseurs des droits de l'homme cherchent depuis longtemps à appeler l'attention sur les déficits démocratiques du régime commercial international et se demandent si ce dernier est réellement conçu pour favoriser la réalisation des droits de l'homme<sup>8</sup>. Ils ont noté la manière dont l'économie dicte les rapports de force dans les négociations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Organisation mondiale du commerce, et les problèmes qui se posent lorsque les pays en développement n'ont pas les moyens de participer sur un pied d'égalité aux négociations commerciales. Ils ont remis en cause la place centrale qu'occupe l'économie dans notre façon de voir le développement et ont souligné que les bienfaits du commerce devaient se mesurer davantage en termes d'épanouissement personnel que de croissance économique globale.

60. Le droit à la solidarité internationale met également l'accent sur le fait que l'action internationale menée dans le domaine du commerce doit suivre une approche fondée sur les droits de l'homme. C'est là le seul moyen d'assurer une répartition des retombées du commerce qui tienne compte des principes relatifs aux droits de l'homme et favorise l'atténuation de la pauvreté et un développement réellement durable. À une époque où la mondialisation fait l'objet de vives critiques partout dans le monde, le projet de déclaration propose une vision alternative, celle d'un engagement positif au sein de la communauté mondiale.

<sup>8</sup> Voir, par exemple, E/CN.4/2005/41, sect. II.C., et E/CN.4/Sub.2/2004/17.

## 5. Questions d'ordre structurel

61. La dernière série de cibles relevant de l'objectif 17 vise des questions d'ordre structurel, notamment la coordination et la cohérence des politiques, le respect de la marge de manœuvre de chaque pays, les partenariats multipartites et les données, ainsi que le contrôle et la responsabilisation.

62. La recherche continue de la cohérence des politiques au service du développement durable devrait avoir pour objectif de veiller à ce que les mécanismes et les institutions économiques et politiques soient conformes aux normes relatives aux droits de l'homme. La communauté internationale devrait agir selon les considérations et les principes énoncés dans la présente section, afin d'assurer la cohérence tant des régimes juridiques internationaux pour le commerce, la finance, l'investissement et la gouvernance que des normes et règles relatives au travail, à l'environnement, aux droits de l'homme, à l'égalité et à la viabilité.

63. Dans le Programme 2030, l'Assemblée générale a reconnu que les institutions financières internationales devaient respecter la marge de manœuvre de chaque pays, et plus particulièrement des pays en développement (résolution 70/1, par. 44). Cette obligation vaut aussi pour l'ensemble du système international. Aucune structure ni relation établies aux niveaux international ou bilatéral ne devrait chercher à limiter la capacité des États à agir en faveur de la réalisation des droits de l'homme.

64. Comme indiqué plus haut, tout développement durable véritable ne saurait être un processus purement étatique ou dirigé par l'État. Au contraire, il doit être axé sur la personne et reposer sur la participation et les efforts d'un grand nombre de parties prenantes. Puisque leurs actions ont des répercussions considérables sur les droits de l'homme et le développement durable, les acteurs privés sont tenus de respecter les droits de l'homme.

65. Toute approche fondée sur les droits de l'homme appliquée aux données, au contrôle et à la responsabilité respecte les principes de participation, de ventilation des données, d'auto-identification, de transparence, de confidentialité et de responsabilité<sup>9</sup>. Elle permet également de mesurer le développement de manière plus large, l'accent étant mis davantage sur l'individu que sur le produit intérieur brut, pour chercher à savoir si la croissance économique répond réellement aux besoins des populations et si elle respecte leurs droits de façon équitable et durable.

66. En faisant reposer l'ensemble de l'action internationale sur les droits de l'homme, le projet de déclaration garantit la cohérence des politiques. En soulignant que la solidarité et la souveraineté sont deux éléments nécessaires et complémentaires, il préserve la marge de manœuvre de chaque pays. En reconnaissant que certains acteurs non étatiques sont des débiteurs d'obligations, il offre un cadre favorable à la mise en place de partenariats multipartites efficaces et responsables. En inscrivant la coopération internationale dans une vision fondée sur les droits de l'homme, il favorise l'émergence d'un système international qui prendra pleinement en compte les questions d'ordre structurel.

<sup>9</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « A human rights-based approach to data: leaving no one behind in the 2030 development agenda – guidance note to data collection and disaggregation », disponible (en anglais seulement) à l'adresse [www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/GuidanceNoteonApproachtoData.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/GuidanceNoteonApproachtoData.pdf).

## IV. Conclusion et recommandations

67. L'Experte indépendante se souvient être ressortie des cinq consultations régionales avec la conviction plus ferme encore que le droit à la solidarité internationale tel qu'il est énoncé dans le présent projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale (A/HRC/35/35, annexe) est à la fois réalisable et applicable. Les participants aux consultations régionales ont attesté du fait que de nombreux États étaient déjà dotés des institutions et organes de travail nécessaires à la mise en œuvre du droit à la solidarité internationale. L'Experte indépendante note avec intérêt que les conclusions issues des consultations régionales reprennent les dispositions de la résolution 35/3 du Conseil des droits de l'homme, adoptée le 22 juin 2017, dans laquelle il a été reconnu qu'on dénombrait de nombreuses manifestations de solidarité de la part des États, tant individuellement que collectivement, de la société civile, de mouvements sociaux mondiaux, ainsi que d'un nombre incalculable de personnes de bonne volonté tendant la main aux autres, et que cette solidarité était largement répandue aux niveaux national, régional et international.

68. Il semble donc ressortir des cinq consultations régionales et des visites de pays effectuées par l'Experte indépendante que ceux qui travaillent sur le terrain possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour mettre en pratique le droit à la solidarité internationale. Par ailleurs, il ressort clairement des expériences relayées par les acteurs nationaux et régionaux que, s'il faudra du temps pour surmonter certains obstacles, le droit à la solidarité internationale peut être mis en œuvre de manière effective et dans le respect de la diversité culturelle sans faire la moindre concession sur les normes énoncées dans le projet de déclaration.

69. Examiné en dehors de la rhétorique et des considérations politiques, le projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale doit être pleinement considéré comme un outil indispensable pour faire face non seulement aux conséquences des problèmes mondiaux actuels, y compris la crise des réfugiés et les crises migratoires, mais aussi aux horreurs que ne cessent d'entraîner le terrorisme et la traite des êtres humains. En particulier, il devrait favoriser la mise en place de partenariats mondiaux dans le cadre desquels les engagements internationaux seront respectés et maintenus. Ainsi, il devrait s'avérer indispensable à la réussite du Programme 2030.

70. S'ils veulent revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable, les États doivent l'ancrer dans le droit des droits de l'homme et le respect des principes relatifs aux droits de l'homme, notamment l'égalité, la non-discrimination, la participation, la responsabilité, la transparence, l'attention accordée aux groupes marginalisés et défavorisés et l'état de droit. En définissant une vision de l'action collective à tous les niveaux, inscrite dans une approche essentiellement fondée sur les droits de l'homme, le projet de déclaration offre une base pour mettre en place un partenariat véritablement mondial et un développement réellement durable.